

Au défi d'une anthropologie de l'Europe : Histoire de la revue *Ethnologie française*

Martine Segalen

Université Paris Nanterre

2021

POUR CITER CET ARTICLE

Segalen, Martine, 2021. «Au défi d'une anthropologie de l'Europe : Histoire de la revue *Ethnologie française*», in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris.

URL Bérose : [articlez166.html](https://www.berose.fr/articlez166.html)

Publication Bérose : ISSN 2648-2770

© UMR9022 Héritages (CY Cergy Paris Université, CNRS, Ministère de la culture)/DIRI, Direction générale des patrimoines et de l'architecture du Ministère de la culture. (Tous droits réservés).

Votre utilisation de cet article présuppose votre acceptation des conditions d'utilisation des contenus du site de Bérose (www.berose.fr), accessibles [ici](#).

Consulté le 15 février 2025 à 18h27min

Publié dans le cadre du dossier documentaire consacré à Jean Cuisenier, dirigé par Nicolas Adell (Université Jean-Jaurès, Toulouse) et Martine Segalen (Université Paris-Nanterre)

De toutes les initiatives que prit Jean Cuisenier pour promouvoir la nouvelle orientation qu'il souhaitait donner à la discipline ethnologique, la fondation de la revue *Ethnologie française* en est certainement l'accomplissement le plus abouti.

Lorsqu'en 1968, à l'âge de 40 ans, Jean Cuisenier se voit nommé à la tête du Musée national des arts et traditions populaires (MNATP) et du Centre d'ethnologie française (CEF), son laboratoire de recherche associé, il incarne une nouvelle génération d'ethnologues, formés à l'Université à l'ombre du structuralisme de Claude Lévi-Strauss. Agrégé, c'est un brillant chercheur. Avec son équipe, il souhaite assurer la relève du groupe fondateur de l'institution, constitué de chercheurs venus d'horizons divers, puisque, au sortir de la guerre, l'ethnologie n'existait pas encore en tant que discipline universitaire. En lien étroit avec le musée, alors en pleine gestation, l'axe de leurs recherches, sous l'influence notable des travaux d'André Leroi-Gourhan, relevait principalement de l'étude des sociétés rurales, à travers le prisme des techniques agricoles et artisanales : cette démarche se couplait à l'enrichissement des collections par le biais de collectes d'objets ou d'ensembles. Jean Cuisenier promouvait une ethnologie moderne que Georges Henri Rivière (désormais GHR) avait d'ailleurs toujours appelée de ses vœux lors du processus de création du musée. La création du Centre d'ethnologie française (CEF), laboratoire associé au CNRS en 1966, conférait à ses ambitions l'adoubement scientifique recherché.

Si l'ouverture des galeries du musée continue de suivre son cours, sous la houlette officieuse de GHR mis à la retraite en 1968, le CEF développe de nouvelles perspectives. Pour signifier la rupture dont Jean Cuisenier est porteur, la revue de la « maison » fait figure d'instrument prioritaire. L'éditorial ouvrant la nouvelle série en 1971, « Construire son objet : l'ethnologie française et son domaine » [1] résume les nouvelles orientations, parle de structure et de fonctionnement des systèmes sociaux et culturels, de reconnaissance des différences, de mise en évidence des oppositions, de sous-cultures et de sous-systèmes, de corpus à construire sur des bases théoriques. Nettement inspiré par le structuralisme lévi-straussien, cet ambitieux programme définit davantage un axe de recherches qu'une ligne éditoriale, comme on le verra. L'œuvre de Jean Cuisenier en est tout imprégnée, depuis ses premiers travaux relatifs aux liens entre économie et parenté, jusqu'à ceux qu'il consacra à l'art populaire ou l'architecture rurale [2].

Les antécédents : *Ethnologie française* est une héritière

Cette nouvelle revue était la lointaine descendante d'une succession de publications qui avaient commencé une centaine d'années auparavant, développant un intérêt nouveau pour le folklore.

Entre la fin du XIXe siècle et la création du MNATP, et en l'absence d'institution centrale capable de féconder la recherche, le rôle joué par les divers bulletins, almanachs, mois, annales qui parfois associaient folklore français et « colonial », le plus souvent les dissociaient, a en effet été essentiel. Au sein de la Société d'anthropologie de Paris, fondée en 1859 par le docteur Paul Broca, un des ancêtres du mouvement scientifique de l'anthropologie, les chercheurs amateurs travaillant sur la France ne furent guère présents en raison de la domination des problématiques de l'anthropologie physique. En revanche, on les retrouvait, au cours de la grande période folkloriste de la fin du XIXe siècle, autour des « dîners de ma mère l'Oye » [3] rassemblés par Paul Sébillot [4]. Ce dernier, spécialiste de la Haute-Bretagne, animateur inlassable du folklore, fonda la Société des traditions populaires [5], qui publia à partir de 1882 une revue du même nom jusqu'en 1919. Les travaux des folkloristes concernaient alors essentiellement des collectes de littérature orale, contes, chansons ou recueils de savoirs populaires ; ils furent publiés soit dans des collections remarquables comme celle dirigée par Pierre Saintyves, pseudonyme du folkloriste qui se cachait derrière l'éditeur Émile Nourry, soit dans d'autres publications à la diffusion relativement modeste, il faut l'avouer.

Alors que la recherche ethnologique de l'ailleurs, africaniste notamment, commençait à se structurer dans le cadre de l'Institut d'ethnologie de l'université de Paris, fondé en 1925, sous la houlette du ministère des colonies, par Marcel Mauss et Lucien Lévy-Bruhl et dont Paul Rivet assurait le secrétariat général, il n'existait aucun lieu institutionnel pour ce qu'on nommait avant la Seconde Guerre mondiale « folklore » puis, après, « ethnographie ». Les sociétés savantes et leurs publications remplirent donc ce rôle jusqu'à la fondation du MNATP en 1937. Dès sa création, pour marquer sa volonté scientifique, Georges Henri Rivière

s'empressa de fonder *Le folklore paysan* (1938-1939) que la guerre interrompit.

Après 1945, la publication du *Mois d'ethnographie française*, sous la direction d'André Leroi-Gourhan et de Charles Parain [6], un ethnologue historien marxiste connu notamment pour ses travaux sur les techniques agricoles, ne dura que cinq années (1947-1952) ; malgré ce nouveau vocable, écho à la dénomination du Laboratoire d'ethnographie française du MNATP, nouvellement créé en 1947 et dirigé par Marcel Maget jusqu'en 1962, le champ de recherches concerne exclusivement le monde rural. La société savante dont *Le Mois* était le bulletin devient également la Société d'ethnographie française. Quant à la *Nouvelle revue des traditions populaires*, sous la direction d'Arnold Van Gennep et Henri Poulaille [7], elle ne parut que pendant deux ans (1949-1950). Georges Henri Rivière fonda alors une revue – sa revue – dont le titre épousait le nom du musée, *Arts et traditions populaires*.

Recevant le concours financier du CNRS, cette revue aura pour rédacteur en chef, de 1953 à 1970, Marie-Louise Tenèze, une spécialiste reconnue de la littérature populaire ; elle sera publiée par les Presses universitaires de France, puis, après quelque flottement, par G. P. Maisonneuve et Larose. Tous les pères et mères fondateurs d'une ethnologie moderne de la France, encore appelée folklore, y ont publié. Outre les articles de fond, la revue laissait une large place à des chroniques diverses et publiait annuellement une bibliographie de l'ethnologie de la France. Dans la pénurie générale de moyens de l'après-guerre, certains numéros servirent de catalogue à des expositions temporaires, comme celui de 1962 consacré à « Bergers de France », dont le commissaire était Mariel Jean-Brunhes Delamarre. Reflet et écho des travaux des chercheurs attelés aux côtés de GHR à composer les collections du musée afin de construire son programme scientifique, cette revue fonctionnait sur la base des abonnements souscrits par les adhérents à la Société d'ethnographie française. En ces temps où Internet n'existait pas, ce lien institutionnel imposait aux sociétaires de mener des actions de relance d'abonnements pour tenter inlassablement d'élargir le lectorat.

À l'arrivée de Jean Cuisenier, premier changement significatif : la Société prend le nom de Société d'ethnologie française (SEF) pour s'accorder au titre de la nouvelle revue, dont le premier numéro paraît en 1971. Ce faisant, il s'agissait d'éradiquer de la discipline un certain fumet considéré comme vieillot. En passant d'ethnographie à ethnologie, on s'élevait d'un degré vers la construction scientifique. À vrai dire, l'ethnographie du MNATP était tout à fait « scientifique », et chacun reconnaît que ce fut le creuset de constitution de la discipline en science. Cependant, elle avait jusqu'alors circonscrit son domaine à l'étude des sociétés dites « traditionnelles », c'est-à-dire la paysannerie qui livrait ses derniers feux dans les années 1960 pour laisser place à une agriculture industrielle. Ses orientations théoriques et méthodologiques, on l'a dit, se concentraient surtout sur l'étude des techniques et des savoir-faire, rejetant, dans un grand tout informe, les aspects sociaux et symboliques de la société sous le vocable de « Coutumes et croyances ».

Jean Cuisenier avait de tout autres perspectives et de tout autres ambitions : il souhaitait fonder une ethnologie plus problématisée et plus théorique. On comprend en quoi le choc fut grand pour les sociétaires abonnés à la revue lorsqu'ils eurent entre les mains le premier

numéro d'*Ethnologie française*, dont le contenu et le contenant tranchaient fortement avec *Arts et traditions populaires*. Au bleu pâle d'une couverture en cartonnage léger succédait la rigidité du papier glacé blanc, d'un total dépouillement, avec pour seule mention le titre de la revue. Le choix des caractères, la mise en page, répondaient à un souci d'esthétisme marqué, écran reflétant la richesse et la dignité d'une nouvelle science [8]. Mais c'est la lecture du premier éditorial traçant un programme d'une extrême ambition qui dut provoquer le plus grand ébranlement. Le lien institutionnel qui associe la revue, propriété de la Société, et qui perdure jusqu'à nos jours, subit alors quelques secousses. Dans sa rédaction même, ce texte d'ouverture fut reçu avec circonspection par ses membres auxquels cette terminologie [9] – « l'anthropologie commence par la reconnaissance des différences, la mise en évidence des oppositions, la découverte des singularités. [...] C'est, en conséquence, situer leur système social et culturel par rapport aux cultures voisines, aux régularités qui y sont discernables, aux tendances qui orientent leur évolution » – était relativement étrangère.

Ouvrant le premier numéro de l'année 2007, alors qu'il s'apprêtait à quitter la direction de sa revue [10], Jean Cuisenier rappelait d'ailleurs la surprise du président de la Société d'ethnologie française d'alors, Pierre Marot, directeur de l'École nationale des chartes, devant ce texte d'ouverture et surtout à la lecture du contenu de la première livraison. Celle-ci proposait des analyses traitant certes de sujets « classiques » des ATP – l'acrobatie, la danse, les âges de la vie – mais à travers des analyses sémiotiques ou systémiques. Quel contraste avec le dernier numéro de *Arts et traditions populaires* (1970-4) dont le sommaire proposait trois articles : la reproduction d'un texte de GHR, difficile à trouver, intitulé « Notes sur les caractères esthétiques de la maison rurale française », un article d'Hélène Trémaud avec illustrations à l'appui sur « Les joutes provençales », enfin une page d'appel à de bonnes volontés « Pour une enquête collective sur les confréries de pénitents dans le Midi de la France, de la Restauration à nos jours ». Mais Jean Cuisenier reconnaissait aussi que, une fois passée la surprise devant la nouvelle orientation de la revue, Pierre Marot lui avait laissé les mains totalement libres.

Il n'en allait pas de même sur le plan institutionnel, la revue étant la propriété de la Société d'ethnologie française qui succédait en 1972 à la Société d'ethnographie française fondée en 1949 par Georges Henri Rivière. Les rapports entre les deux partenaires, en réalité trois avec le musée, étaient complexes, notamment sur le plan financier. Les adhérents de la SEF payaient une cotisation leur donnant droit à une ristourne sur le prix de l'abonnement dont le produit était reversé à l'éditeur. De plus, la subvention CNRS destinée à la revue était, en ses débuts, versée à la SEF. Des tensions apparurent dès 1974, le conseil de la SEF estimant que ses propres activités (organisation de conférences, de colloques, etc.) n'apparaissaient pas suffisamment dans chaque livraison. Ainsi, lors de sa réunion du 16 décembre 1975, le conseil demanda que figure dans l'ours la mention suivante : « Revue de la Société d'ethnologie française, publiée par le Centre d'ethnologie française avec le concours du CNRS et de la RMN ». Sur le second point, il fut décidé qu'un bulletin de la SEF – comportant de 10 à 12 pages – publierait dans chaque livraison des notes et documents ainsi que les comptes rendus des activités de la société. Ce bulletin parut jusque dans les années 1990. En 1988 une

convention entre la SEF et le CNRS formalisera les liens de la société avec la revue.

Les liens avec l'histoire

Lancer une nouvelle revue trimestrielle suppose de posséder un portefeuille d'articles et de projets assez important pour assurer les quatre premières livraisons. Les ambitions radicales exprimées dans le premier numéro durent au fil des ans s'accommoder de ce qu'étaient alors les thèmes et débats de la nouvelle ethnologie : la proposition structuraliste ne s'imposa jamais, le traitement des questions épistémologiques fut laissé de côté et le pragmatisme l'emporta dans le choix des questions abordées. Au cours des dix premières années, la revue publia les travaux de l'équipe de chercheurs du CEF, qui ne cessait de s'étoffer, les années 1970-1980 incarnant les années d'abondance du CNRS. Elle ouvra aussi largement ses colonnes à une nouvelle génération d'ethnologues et d'historiens férus d'histoire populaire ou culturelle, un champ alors en plein essor dans le cadre de « l'histoire des mentalités » [11]. Ce fut une période extrêmement féconde de renouvellement des terrains et des approches : peu à peu, les thèmes du corps, de la parenté, de l'identité, etc., se substituèrent aux études concernant la culture matérielle.

Pour sa part, la Société d'ethnologie française dont le recrutement s'était élargi et rajeuni proposait chaque année une journée d'études, souvent interdisciplinaire, dont les contributions en faisaient les numéros les plus lus et les plus vendus. Le dialogue avec l'histoire donna lieu à des numéros qui sont devenus des classiques, comme celui qui portait sur les « Langages et images du corps », sous la direction d'un tandem composé d'une ethnologue, Françoise Loux et d'un historien, Jean-Pierre Peter.

À travers les réunions de ses comités, la revue offrait un lieu d'échanges scientifiques pour fixer les grandes orientations éditoriales tout en conduisant des tâches plus concrètes : analyse et relecture des articles. Si ce dialogue avec l'histoire fut si fécond, c'est que Jean Cuisenier avait su renouveler la composition des comités qui relevait d'une arithmétique subtile, en y attirant de nouveaux membres. En ses débuts, il fallait ménager les susceptibilités des plus anciens membres de la SEF qui incarnaient, *volens nolens*, le vieux style, mais rapidement, les chercheurs les plus représentatifs des nouveaux champs de la sociologie, de l'ethnologie, de l'histoire et de l'anthropologie historique vinrent participer aux travaux du comité et en élargir la base institutionnelle [12].

Une ethnologie de la « France réelle »

En parallèle avec la publication de travaux d'anthropologie historique, *Ethnologie française* a galvanisé la révolution silencieuse du domaine comme le soulignait Christian Bromberger [13]. La nouvelle génération de chercheurs se consacra à ce qu'il a nommé une ethnologie de la « France réelle », une France urbaine, tertiarisée, vibrant de ses crises ouvrières mais aussi de ses musiques ou de ses pratiques sportives, une France dont les régions ne cessaient alors de réclamer reconnaissance de leur patrimoine, une France dont

les pratiques familiales secouaient les fondements du système de filiation, une France, pays de communautés plurielles. Des thèmes classiques se virent renouvelés par de nouveaux regards, qu'il s'agisse des pratiques religieuses populaires, d'ethnologie maritime, de l'architecture rurale et du mobilier, des pratiques alimentaires, etc. Abrisée sous des intitulés conventionnels – rituel, culture domestique, consommation, etc. –, la recherche des années 1980-1990 traitait de questions qui concernaient le quotidien des citoyens français. N'est-ce pas exactement le rôle de l'ethnologue que d'être au plus près des préoccupations de ceux qu'il observe ?

La revue prit alors un tournant éditorial important en décidant de publier systématiquement des numéros thématiques mieux aptes à trouver leur lectorat que les numéros de varia. Leur élaboration en était confiée à un responsable, œuvrant comme « rédacteur invité » en étroite liaison avec le rédacteur en chef et la secrétaire de rédaction. Pour ne citer que quelques exemples, signalons parmi ceux qui eurent alors un écho avec l'actualité les numéros consacrés à l'épidémie de Sida, au tourisme, aux sports à risque et au corps, ou encore aux questions liées aux nationalités et nationalismes comme aux mémoires plurielles [14].

Un nouveau contexte institutionnel

Ethnologie française bénéficiait d'un double soutien matériel : celui du MNATP et celui du CNRS. Le premier mettait à sa disposition locaux et infrastructures, tout en lui versant une subvention annuelle sous forme de l'acquisition de 100 numéros, dans un système qui imbriquait les deux partenaires : la bibliothèque du musée les utilisait comme moyen d'échanges pour enrichir son fonds d'autres revues, notamment étrangères. Quant au second, il mettait à sa disposition du personnel (une personne en général, deux pendant une courte période bienheureuse) et accordait également un soutien financier, après évaluation par les comités scientifiques compétents.

Dans les années 1980 et 1990, le contexte institutionnel de l'anthropologie du domaine français se modifia profondément, et à la situation quasi monopolistique du MNATP-CEF se substitua une pluralité d'institutions à Paris, comme en région, qui développèrent aussi une volonté éditoriale. Contemporaine d'*Ethnologie française*, la *Revue des sciences sociales de l'Est* (devenue *Revue des sciences sociales*) créée en 1972 par Julien Freund, sociologue de l'université de Strasbourg publiait souvent des numéros consacrés à des questions anthropologiques. En 1973, Charles Joisten et une équipe du Musée dauphinois créèrent *le Monde alpin et rhodanien* (dont la publication cessa en 2006 pour se transformer en une collection de livres). *Communications*, fondée dès 1961 par Georges Friedmann, Roland Barthes et Edgar Morin et initialement consacrée à l'étude des communications de masse et à des analyses sémiologiques, élargit dès les années 1980 ses thèmes aux questions socio-anthropologiques (le corps, la nature, les manières d'habiter, etc.). Quant à *Gradhiva*, publiée par le musée de l'Homme, elle fut fondée en 1986 par Michel Leiris et Jean Jamin pour se consacrer initialement à l'histoire et l'archive de l'anthropologie.

La création de la revue *Terrain* en 1983 posa un réel défi à *Ethnologie française*. À l'origine, cette revue fut une émanation de la Mission du patrimoine ethnologique, une institution aujourd'hui disparue dans sa formulation initiale. Fondée au sein du ministère de la Culture, en 1979, cette petite cellule de chercheurs, dont l'influence s'exerça pendant une vingtaine d'années, s'était donné pour tâche de structurer le champ de la recherche dans le domaine de l'ethnologie de la France, au moyen d'appel d'offres pour lancer des recherches sur des thèmes nouveaux [15]. Avec le soutien financier du ministère de la Culture et de la Fondation de la Maison des sciences de l'homme – soulageant la revue de toute considération de rentabilité –, *Terrain* publia d'abord les résultats des recherches que la Mission avait financées : à partir de 1983 des numéros furent consacrés aux savoirs naturalistes populaires, à l'ethnologie des techniques, à l'ethnologie urbaine, à la parenté, aux identités culturelles, aux rituels contemporains, etc., thèmes tous également traités par *Ethnologie française*, et souvent par les mêmes auteurs. À la fin des années 1980, la Mission ayant été réorganisée sous d'autres instances, *Terrain* a continué de publier deux fois par an – toujours dans les mêmes conditions économiques qui lui permettaient notamment d'enrichir la publication d'une iconographie abondante et soignée – des numéros qui traitent de questions de société, mais en débordant désormais largement l'aire française et européenne.

Labourant le même champ, les deux revues ne possédaient pas les mêmes moyens, les conditions matérielles de publication étant beaucoup plus favorables à *Terrain* qu'à *Ethnologie française* qui en ressentait une certaine amertume. Comme toute revue, celle-ci était affrontée à la question cruciale des liens avec un éditeur, une entreprise économique qui soutient le contenu scientifique, assure la fabrication, la gestion des abonnements (avant internet) et la diffusion. *Arts et traditions populaires* fut d'abord publié par les Presses universitaires de France, puis par G. P. Maisonneuve et Larose qui reprit sans solution de continuité le passage à *Ethnologie française* entre 1971 et 1974. Trouver un éditeur fut un des grands combats portés par Jean Cuisenier : il les évoquait souvent en ouverture de chaque comité de rédaction, comme il les mentionne encore dans l'éditorial du numéro cité ci-dessus. Les éditions Berger-Levrault, également engagées dans la publication du Corpus de l'architecture rurale [16], publièrent la revue entre 1975 et 1987. Celles-ci ayant fermé leur département de publications en ethnologie, c'est Armand Colin qui reprit le flambeau entre 1988 et 1996. Après diverses tribulations, la boucle fut bouclée lorsque Jean Cuisenier réussit à mettre sur pied un nouvel accord avec les Presses universitaires de France, prestigieuse maison, fondée en 1921, qui dispose encore à ce jour du plus grand portefeuille de revues en sciences humaines et sociales.

La structuration institutionnelle de la revue se renforça avec la nomination d'un rédacteur en chef, aux côtés de Jean Cuisenier. Le premier nommé fut Gérard Collomb en 1987, alors membre du CEF ; il s'attela à enrichir le contenu éditorial et à faire évoluer la maquette. Au fil du temps, le papier glacé de la couverture, sans autre indication que le titre de la revue, est apparu comme un luxe inutile, et même comme une erreur éditoriale, dans la mesure où un lecteur doit pouvoir se saisir rapidement du contenu de chaque numéro et découvrir sans peine son sommaire. Dès 1989, les titres des articles et une illustration figurent sur la

couverture. Entre 1989 et 1996, le fond blanc et le papier glacé restant identiques, le titre du numéro reste seul sur la couverture, tandis que le sommaire et un résumé de son contenu sont déplacés sur la quatrième. À partir de 1997, la couleur réchauffe la couverture, d'abord d'un rouge sang sur une demi-page avec une photo ou un dessin illustrant au plus près (ou évoquant) le contenu de la livraison. Après 2003, l'illustration occupe une demi-colonne de la couverture, le titre du numéro, l'autre moitié.

Ces transformations furent accompagnées par les différents rédacteurs en chef qui se succédèrent après Gérard Collomb (1987-1993) : Denis Laborde (1993-1997), Jean-François Gossiaux (1997-2001), Martin de la Soudière (2001-2004), Anne Monjaret (2004-2006).

De plus, la compétence de la secrétaire de rédaction, Gisèle Borie, qui occupa ce poste pendant dix-sept années permit de traverser les transformations éditoriales sans encombre. Tout en intégrant ces changements, la maquette resta fidèle à elle-même pour l'essentiel, conservant le choix de corps de caractères et le style de la mise en page initiales, de sorte qu'*Ethnologie française*, avec ces évolutions bienvenues, offre une continuité remarquable depuis sa fondation.

Ethnologie de la France, ethnologie de l'Europe

Dans les années 1990, l'europanisation de la recherche, avec la construction du champ de l'*anthropology at home*, s'est manifestée à travers l'activité de sociétés savantes internationales. Créée en 1964, la Société internationale d'ethnologie et de folklore (SIEF) prit un nouvel essor à la fin des années 1980, à travers ses congrès annuels et sa revue *Ethnologia Europaea*, dont la langue de publication, qui était souvent l'allemand, devint au fil du temps totalement anglophone. Fondée en 1989 par des anthropologues anglais, français, autrichiens et de jeunes collègues espagnols et lusitaniens, l'Association européenne d'anthropologie sociale/European Association for Social Anthropology (EASA), lança une revue qui, à l'origine, portait deux titres *Anthropologie sociale/Social Social Anthropology*, dans le but de publier en français et en anglais, mais seul celui-ci s'imposa au bout de quelques années. Pour sa part, *Ethnologie française* accueillait déjà des articles d'ethnologie concernant des terrains hors de France ou de l'espace de la francophonie.

Dans ce contexte, et tandis que le comité de direction accueillait des professeurs étrangers, Jean Cuisenier décida d'ouvrir systématiquement la revue aux ethnologies européennes. Le principe d'un numéro étranger annuel sur les quatre fut adopté, libre à chaque rédacteur autochtone (identifié soigneusement et en association avec un membre du comité) de faire ses choix, offrant ainsi aux lecteurs français une entrée dans la discipline du pays concerné et, aux auteurs, la possibilité de se faire connaître d'un public francophone. En 1994, la revue proposait un premier numéro entièrement consacré à un état des lieux de l'anthropologie sociale en Italie. On sait que d'un pays à l'autre de l'Europe, la dénomination de la discipline, le champ qu'elle couvre, les méthodes qu'elle utilise sont diverses, et souvent liées à l'histoire des sciences comme à l'histoire de la formation de la nation. La réflexion historique était

naturellement présente dans chacun de ces numéros, car, comme le souligne André Burguière [17], « pour désigner les traits que révèle une approche ethnologique de leur propre pays, les auteurs devaient se concentrer sur ses caractères particuliers qui le distinguent des autres pays. Si l'on renonce à considérer qu'elles sont tombées du ciel, ces particularités doivent être attribuées au parcours suivi par le pays concerné, c'est-à-dire à son histoire. Qu'elle soit purement imaginaire ou qu'elle ait des fondements objectifs, cette histoire est en général un mélange des deux : ce qu'on appelle l'identité nationale est la somme des traits qui distinguent une nation de ses voisines. » De la *démologie* italienne à la *Kultur-* ou *Social-Wissenschaft* allemande ou aux *Cultural Studies* suédoises, on peut mesurer ce qui rapproche et distingue ces perspectives anthropologiques nationales à travers l'Europe. Vingt-quatre livraisons ont suivi celle sur l'Italie jusqu'en 2018 [18] offrant un remarquable corpus de textes qui interrogent la discipline et ses différentes acceptions européennes à la fin du XXe et au début du XXIe siècle.

C'est dans ce contexte éditorial très dynamique que les fondements de la revue furent sérieusement ébranlés par de graves turbulences institutionnelles, marquées par le transfert du MNATP à Marseille, dans le cadre d'un nouveau musée, le MuCEM, et par la fermeture du Centre d'ethnologie française [19].

Du musée à la Maison René Ginouvès

Paradoxalement, alors que le contenu éditorial de la revue est plus riche que jamais, avec un portefeuille important d'articles et de projets éditoriaux, ses piliers institutionnels s'effondrent. La survie de la revue se pose alors de manière aiguë et il revient à Jean Cuisenier, alors à la retraite, de chercher des solutions pour la sauver. En dépit de la crise du MNATP, des bureaux continuaient de lui être affectés et le ministère de la Culture apportait encore un soutien financier. Par ailleurs, le CNRS acceptait d'affecter deux personnes à son fonctionnement, mais sans laboratoire de rattachement, leur destin institutionnel était incertain. Il importait donc de trouver une solution radicalement nouvelle, de rompre les amarres avec le lieu et les institutions fondatrices qui, de toute façon, avaient sombré. Jean Cuisenier entreprit diverses démarches pour trouver de nouveaux points d'appui institutionnels et des bureaux pour loger sa revue.

Un accord fut signé entre la Société d'ethnologie française et la Maison René Ginouvès de l'archéologie et de l'ethnologie (MAE) de l'université de Nanterre-Paris X, membre du réseau des Maisons des sciences de l'homme (MSH) du CNRS, permettant ainsi à la revue de bénéficier de la présence de personnel CNRS [20]. La revue s'est installée en décembre 2005 dans ses nouveaux locaux, une petite salle mise à sa disposition par le Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (LESC) de la MAE, puis en 2006 dans un espace regroupant toutes les revues du pôle éditorial de la MAE [21]. Dans le cadre d'un classique rituel de retraite, Jean Cuisenier me transmet la direction de la revue tandis que nous lui offrîmes un numéro d'hommage, un hors-série avec 27 contributions de collègues français et étrangers illustrant la richesse et la diversité de son parcours [22].

En même temps que s'organisait matériellement ce déménagement (on s'efforçait de retrouver tous les numéros de la revue abandonnés dans les nombreux placards du musée qui n'avait pas encore quitté le siège au bois de Boulogne), les fidèles PUF entreprirent la numérisation électronique de la revue avec rétro-activité jusqu'en 2000 [23], et permirent le passage en douceur à la révolution de la mise en ligne, à travers le portail CAIRN. La revue fut ainsi doublement consolidée, du côté institutionnel comme du côté éditorial. Jean Cuisenier pouvait se targuer d'avoir assuré un futur à « sa » revue. Dans la débâcle que constituait la « chute de la maison Rivière », ce sauvetage était la seule bonne nouvelle.

Coda

Après avoir refusé deux fois l'offre de Jean Cuisenier de lui succéder, je finis, en 2006, par accepter avec une relative appréhension ce qui m'apparaissait comme une tâche complexe dans un moment instable sur le plan institutionnel.

Le moment m'était cependant propice car après de longues années au Centre d'ethnologie française comme chercheur puis directeur, j'avais été recrutée en 1996 en tant que professeur d'anthropologie au département de sociologie de l'université de Paris Nanterre (alors Paris X) ; j'enseignais aussi dans l'école doctorale à laquelle était rattaché le Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, alors dirigé par Laurence Caillet avec qui j'avais les meilleures relations. La passation de pouvoirs se fit donc dans les meilleures conditions. De plus, la revue bénéficia de l'ancrage institutionnel au sein de l'université qui lui accorda, et lui accorde toujours, une subvention annuelle.

Je décidai d'assumer les deux responsabilités de directeur et de rédacteur en chef ; assez rapidement, d'anciens membres quittèrent le comité et furent remplacés par des représentants de la nouvelle génération d'ethnologues de la France et de l'Europe dont certains avaient été mes étudiants. Si dans les tout débuts de la revue, les réunions des comités de rédaction étaient relativement courtes, à partir de l'instauration d'une fonction de rédacteur en chef, en 1987, la relecture des articles devint plus serrée, même si l'aura du fondateur continuait de peser. À partir de 2006, les réunions du comité se sont étalées sur une journée entière et les débats – toujours amicaux – furent désormais plus vifs. Tous les articles des numéros thématiques, après être passés au crible de la réunion plénière, firent l'objet d'une double lecture attentive, celle d'un relecteur désigné pour chaque numéro et la mienne.

J'ai résumé ailleurs, dans deux courts articles [24] d'une part les conditions de ma prise de responsabilité, d'autre part le bilan de mes onze années à la tête d'*Ethnologie française* alors que je passais la main à Nicolas Adell et son équipe, Baptiste Buob, Laurent Le Gall et Anne Monjaret en septembre 2017. Ils ont brillamment assuré la continuité de la revue qui s'achemine vers son 50e anniversaire.

[1] *Ethnologie française*, I, numéro 1, année 1971 : 7-10.

[2] Cf Richard Bucaille & Jeanne Virieux, « Cuisenier, continuateur de Lévi-Strauss ? L'échange et l'alliance : splendeurs et audaces de la structuration », in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, IIAAC-LAHIC, UMR 8177, 2020, en ligne : <http://www.berose.fr/article2012.html>.

Bénédicte Rolland-Villemot, « L'art populaire selon Jean Cuisenier », in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, IIAAC-LAHIC, UMR 8177, 2020, en ligne : <http://www.berose.fr/article2056.html>.

Gérard Collomb, « Logique sociale et composition architecturale : Jean Cuisenier et le Corpus de l'architecture rurale française », in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, IIAAC-LAHIC, UMR 8177, 2020, en ligne : xxx.

[3] Voir « Dîners de Ma Mère l'Oye (1882-1914) », dossier coordonné par Jean Marie Privat, in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, IIAAC-LAHIC, UMR 8177, en ligne : <http://www.berose.fr/rubrique95.html>

[4] Voir « Sébillot, Paul (1843-1918) », dossier coordonné par Claudie Voisenat, in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, IIAAC-LAHIC, UMR 8177, en ligne : <http://www.berose.fr/rubrique57.html>

[5] Voir *Revue des traditions populaires* (1886-1919), dossier coordonné par Claudie Voisenat, in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, IIAAC-LAHIC, UMR 8177, en ligne :- <http://www.berose.fr/rubrique87.html>

[6] Noël Barbe & Jean-François Bert (dir.), *Penser le concret*. André Leroi-Gourhan, André-Georges Haudricourt, Charles Parain, Paris, Créaphis éditions, coll. « Silex », 2011, 285 p.

[7] Arnold Van Gennep, le grand folkloriste et Henri Poulaille, romancier qui consacra toute son énergie à la promotion de la littérature prolétarienne, et à la promotion d'œuvres faites pour le peuple et par le peuple ; outre ses romans, il recueillera notamment des anthologies de contes, de Noël anciens. Cf. Jean-Paul Morel, « Pour un folklore vivant aux racines du peuple. Van Gennep et Henry Poulaille, convergences anarchistes », in Daniel Fabre & Christine Laurière (dir.), *Arnold Van Gennep. Du folklore à l'ethnographie*, Paris, Éditions du CTHS, 2018, p. 289-311.

[8] Élégante maquette due à un graphiste de talent, Pierre Faucheux.

[9] Jean Cuisenier, « Construire son objet : l'ethnologie française et son domaine », *Ethnologie française*, 1971 : 8.

[10] Jean Cuisenier, « Choix et défis de la revue », *Ethnologie française*, 2007, 1, XXXVII : 5-9.

[11] André Burguière, « Entre anthropologie et histoire, l'œuvre de Jean Cuisenier » in *Bérose - Encyclopédie*

internationale des histoires de l'anthropologie, Paris, IIAC-LAHIC, UMR 8177, 2020, en ligne : <http://www.berose.fr/article2028.html>

[12] Avec grande malveillance, on accusait parfois la revue d'être la chapelle du CEF ce que dément clairement la composition des comités.

[13] Christian Bromberger, « L'ethnologie de la France et ses nouveaux objets. Crise, tâtonnements et jouvence d'une discipline dérangement », *Ethnologie française*, 1997, 3, VII : 294-313.

[14] Dans la continuité de ce rapport avec l'actualité, citons de récents numéros : *Le corps reproductif* (2017/3) et *Attentats* (2019/1). Quant à *Tracer* (2020/2) qui sort en pleine épidémie de COVID-19, il se trouve en pleine assonance avec les débats contemporains relatifs au suivi de la propagation du virus.

[15] Ce projet, discuté au sein de la Société sous le titre « La SEF et l'ethnologie de la France » avait été initialement publié dans le bulletin d'Ethnologie française (1978-4 : 372-382) sous le titre « Propositions pour un programme ». Isac Chiva, son auteur, assisté de Martine Segalen, était alors l'éphémère président de la SEF (janvier 1978-janvier 1979) et, ironie du sort, il mit ce programme en œuvre dans le cadre de la Mission.

[16] Gérard Collomb, « Logique sociale et composition architecturale : Jean Cuisenier et le Corpus de l'architecture rurale française », » in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, IIAC-LAHIC, UMR 8177, 2020, en ligne : à paraître.

[17] André Burguière, « Entre anthropologie et histoire, l'œuvre de Jean Cuisenier », in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, IIAC-LAHIC, UMR 8177, 2020, en ligne : <http://www.berose.fr/article2028.html>

[18] Italie (1994), Roumanie (1995), Russie (1996), Allemagne (1997), Portugal (1999), Espagne (2000), Bulgarie (2001), Suisse (2002), Finlande (2003), Ukraine (2004), Grèce (2005), Hongrie (2006), Grande-Bretagne (2007), Suède (2008), Norvège (2009), Pologne (2010), Irlande (2011), Slovénie (2012), Croatie (2013), Turquie (2014), Israël (2015), Italie (2016), Albanie (2017), Lituanie (2018).

[19] Martine Segalen, 2020. « Un ethnologue européeniste au défi d'un musée : biographie de Jean Cuisenier », in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, IIAC-LAHIC, UMR 8177, 2020, en ligne : <http://www.berose.fr/article1811.html>,

Martine Segalen, 2019. « Le Musée national des arts et traditions populaires, 1936-2005. Récit d'un brillant fiasco. Deuxième partie : Chronique d'une mort annoncée (1980-2005) », in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, en ligne : <http://www.berose.fr/article1684.html>

[20] Drastiquement réduit au fil des années, à un demi-poste dès 2006.

[21] Ce pôle éditorial de la MAE est désormais situé dans un bâtiment flambant neuf de l'université Paris Nanterre, le Max Weber.

[22] Pierre Bidart & Martine Segalen (dir.), « Jean Cuisenier. Itinéraire d'un chercheur et questions pour

l'ethnologie », *Ethnologie française*, 2007, hors-série, 166 p.

[23] Les précédents numéros, depuis le début, étant numérisés sur le site américain de JStor.

[24] Martine Segalen « Du Musée national des arts et traditions populaires à la Maison de l'archéologie et de l'ethnologie », *Ethnologie française*, 2012/2 : 351-353 ; « Passer la main », *Ethnologie française*, 2017/3 : 389-392. Nicolas Adell résume un bilan des années Cuisenier et des miennes, dans « L'anthropologie d'*Ethnologie française* », *Ethnologie française*, 2018/1 : 5-14.